DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09.02.2023

Préambule

Le président doit présenter au conseil communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires pour 2023. Ce document permet un libre échange autour des orientations envisagées

Ce rapport s'articule autour des points suivants:

- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes de fonctionnement et d'investissement ;
- la présentation des engagements pluriannuels envisagés, notamment les orientations en matière de programmation d'investissements (recettes et dépenses) ;
- des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée
- des informations sur la structure des effectifs, les dépenses de personnel, les rémunérations, la durée effective du travail ;

Ces orientations doivent permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Sommaire

1/ Contexte général : situation économique et sociale
- Contexte macro-économique
- Loi de finances 2023

2 / Situation et orientations budgétaires de la collectivité
- A - Recettes de fonctionnement :
  - 1-Fiscalité
  - 2-Concours de l'Etat
  - 3-Autres recettes (produits des services…)
- B - Dépenses de fonctionnement
  - 1-Dépenses de personnel
  - 2-Subventions
  - 3-Autres recettes et dépenses à prévoir
- C - Section d'investissement
  - 1-Dette
  - 2-Programmation des investissements de la collectivité

3 / Evolutions prévisionnelles

Contexte général : situation économique et sociale

• CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

5 La croissance mondiale ralentit avec une inflation record

Dans le monde entier, l'inflation a atteint en 2022 des sommets non vus depuis plusieurs décennies. Cette situation a conduit les banques centrales à durcir significativement les conditions financières. L'inflation en grande partie importée, en raison de la hausse des cours des matières premières, pose un dilemme aux banques centrales. Le durcissement des politiques monétaires se fait au détriment du soutien à l'activité économique. En effet, sur fond d'incertitudes et d'inflation élevées, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises ralentissent. Dans ce contexte où les banques centrales continuent d'augmenter leurs taux directeurs, certaines économies connaissent déjà un ralentissement de leur croissance.

Zone euro : le risque de récession économique

La zone Euro est la région la plus exposée aux répercussions économiques du conflit en Ukraine. Celui-ci a provoqué d'importantes perturbations dans l'approvisionnement énergétique. La zone Euro y fait face en diversifiant géographiquement ses importations d'énergie ; cela se fait, en revanche, de façon limitée et particulièrement couteuse. Ainsi, le risque d'un rationnement de l'énergie pourrait se matérialiser cet hiver. Tout cela participe à ralentir la consommation des ménages ainsi que la production – le pouvoir d'achat étant en baisse et les coûts énergétiques devenant insupportables pour certaines entreprises.

6 France : la croissance ralentit avec un marché du travail sous tension et une inflation record

L'année 2022 fut une année moins faste que prévue, en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé.
La croissance du PIB en 2022 est de 2,6 %

Une aggravation de la crise énergétique pourrait conduire l'activité à se détériorer davantage, par le biais des conséquences économiques sur les principaux partenaires de la France mais aussi par la mise en place de restrictions sur la consommation d'énergie. Ainsi, la croissance annuelle française serait de 0,3 % en 2023.

Le taux de chômage en France reste stable à 7% en 2022 avec une difficulté de recrutement inédit dans tous les secteurs de l'économie.

La France a connu un choc inflationniste inédit au premier semestre 2022 à l'instar de nombreux pays. La majeure partie de cette inflation est imputable à l'augmentation drastique des prix de l'énergie subséquente à l'éclatement de la guerre en Ukraine en février 2022. Après avoir ralenti en août et en septembre (5,9 % et 5,6 %), l'inflation est repartie à la hausse en octobre (6,2 %). Cette hausse de l'inflation provient principalement de l'accélération des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. Cela engendre une dynamique baissière du pouvoir d'achat des ménages français.

Baisse du budget 2023 en France

Après plusieurs années marquées par un budget fortement expansionniste en réponse à la crise sanitaire, le déficit budgétaire diminuera en 2023 et les finances publiques devraient petit-à-petit retrouver une trajectoire plus soutenable selon les projections du gouvernement. Le projet de loi de finances 2023 prévoit une baisse de 1,5 % en volume pour les dépenses publiques.

Un risque pèse sur les finances publiques françaises avec la montée des taux directeurs de la Banque centrale européenne et la mauvaise conjoncture macroéconomique. Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans grimpe à des niveaux non vus depuis une décennie. Le poids de la dette va donc augmenter dans les années à venir et contraindre la France à plus de rigueur dans la gestion de ses finances publiques.
Inflation prévisionnelle : 4,3 %

- 5 % du PIB — Déficit public estimé pour 2023
- 111,2 % du PIB — Dette publique estimée pour 2023
- 56,6 % du PIB — Taux de dépense publique

loi de finances 2023: principales mesures

Le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027.

• Loi de finances pour 2023 : principales mesures

- Hausse des transferts financiers de l'ETAT aux collectivités

  107,5 Mds € (+1,6 /2022)

- Concours financiers de l'ETAT (DGD, DETR, DSIL, DGE)

  53 Mds €

- Hausse de la DGF

  26,93 Mds €

- Dotations d'investissements allouées aux communes et EPCI

  1,8 Mds €

- Hausse de la péréquation verticale (dotation interco, DSR, DSU, DNP …)

  210 millions €

- Suppression de la CVAE compensée par une fraction de TVA

  Calcul : moyenne des montants perçus 2020-2022

- Revalorisation des valeurs locatives cadastrales de + 7,1 % en 2023

- Modification du régime de responsabilité des gestionnaires publics

  Responsabilité du bon déroulé de la dépense par tous les acteurs concernés

- Fonds vert

  2 Mds €

Bouclier tarifaire sur l'électricité
Limitation à 15 % de la hausse des TRV à partir du 1er février 2023

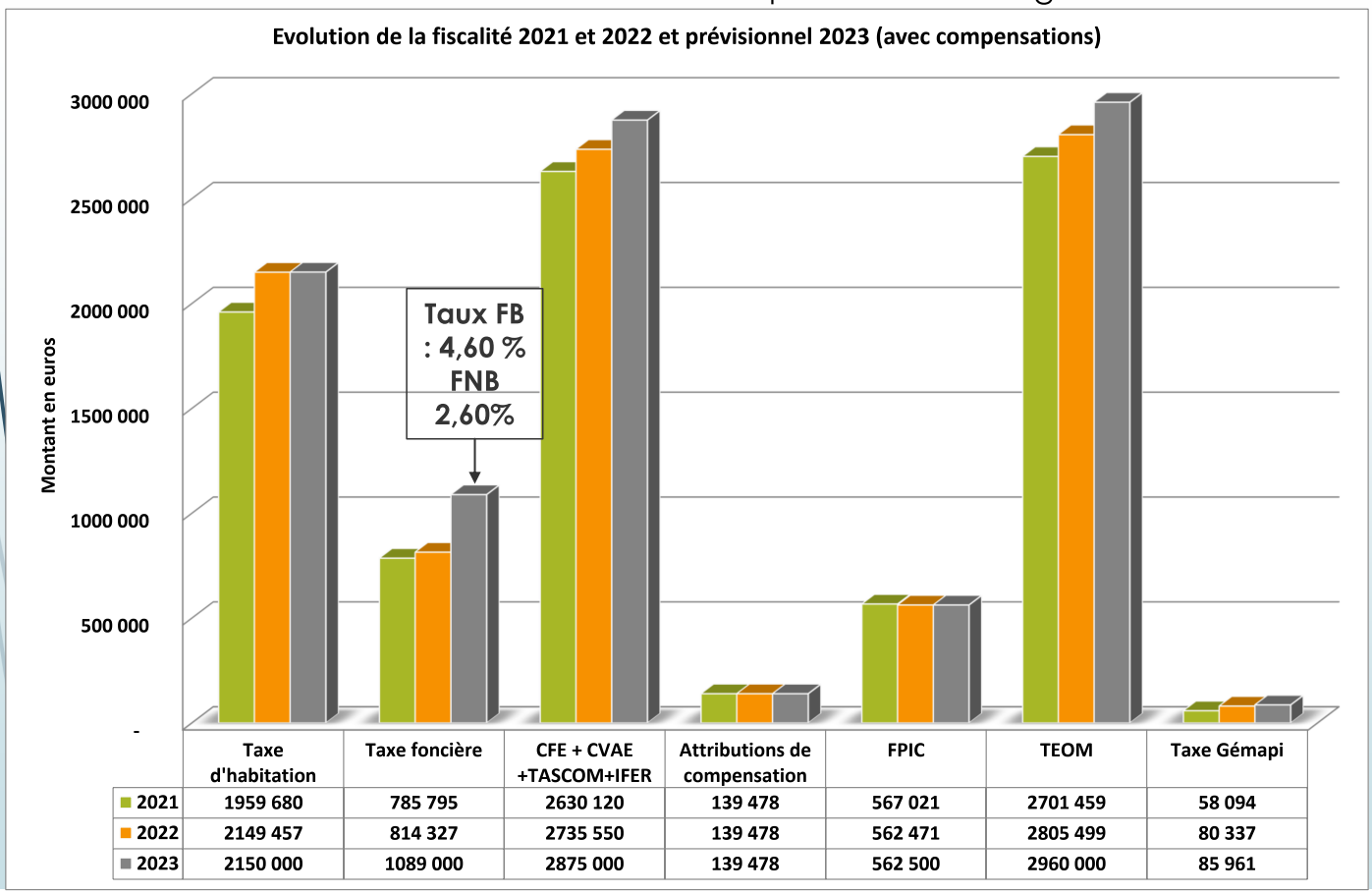
2 / Situation et orientations budgétaires de la collectivité en 2023

La section de fonctionnement

A – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1- La fiscalité

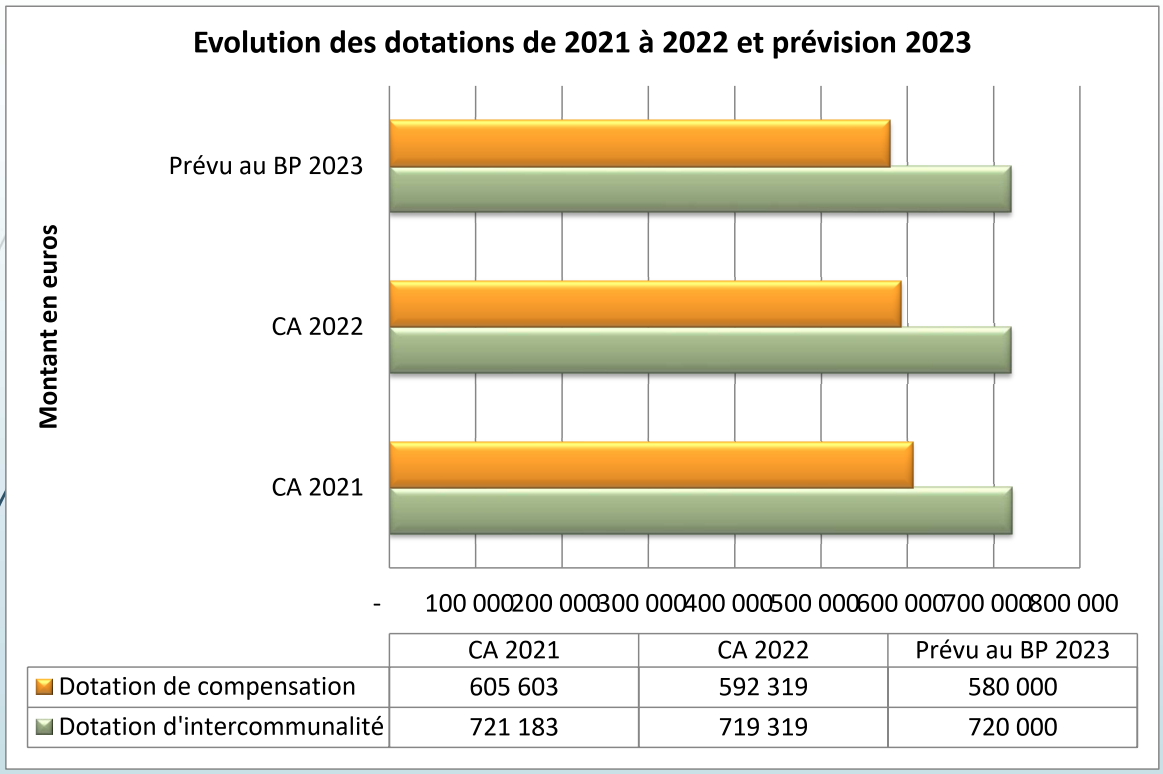
➢ Total fiscalité prévisionnelle:
9 862 k€ pour tous les budgets sur 2023



	Taxe d'habitation	Taxe foncière	CFE + CVAE +TASCOM+IFER	Attributions de compensation	FPIC	TEOM	Taxe Gémapi
2021	1959 680	785 795	2630 120	139 478	567 021	2701 459	58 094
2022	2149 457	814 327	2735 550	139 478	562 471	2805 499	80 337
2023	2150 000	1089 000	2875 000	139 478	562 500	2960 000	85 961

Ces prévisions tiennent compte de la revalorisation des valeurs locatives ainsi que de l'augmentation de 1 point de la taxe foncière sur le bâti et de 0,5 point sur le non bâti

2- Concours de l'Etat



	CA 2021	CA 2022	Prévu au BP 2023
Dotation de compensation	605 603	592 319	580 000
Dotation d'intercommunalité	721 183	719 319	720 000

➢ Par prudence, diminution prévue pour la dotation de compensation – 12 k €, par rapport à l'exercice 2022.

3 - Autres recettes de fonctionnement

Nouveautés dans la section de fonctionnement en 2023 par rapport à 2022		
Compétences exercées	**Recettes**	
Tous sites confondues :	**+**	**-**
Soutien contrats aidés		35 200
Culture		
DGD médiathèque		40 000
Divers		
Protocole piscine et créance CTI ACDN		60 000
Mise à disposition de personnel facturée	83 000	
Mobilité		
Soutien ADEME mobilité et cit'ergie		85 000
Total	**83 000**	**220 200**

Les subventions et participations devraient diminuer de 137 k€ en 2023

b/Les dépenses de fonctionnement

1- le personnel

Selon l'article L2312-1 du CGCT, le rapport d'orientation budgétaire contient une présentation rétrospective et prospective de l'évolution des emplois et effectifs ainsi que les crédits afférents.

1/ STRUCTURE DES EFFECTIFS

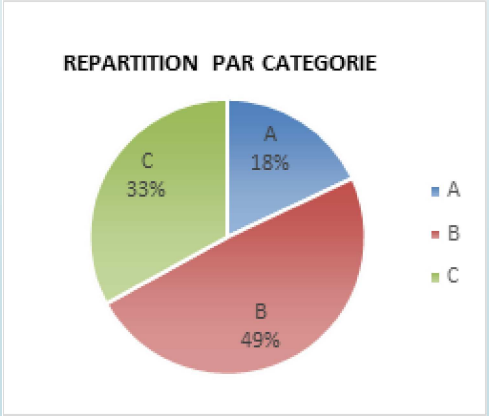
Les services de la communauté de communes

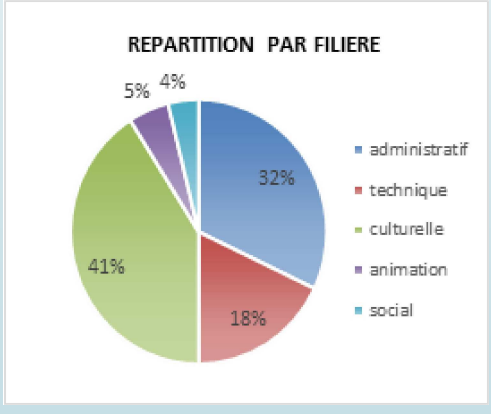
Au 31 décembre 2022, stabilité dans les effectifs en activité qui s'élevaient à 78 agents, 44 femmes et 34 hommes (en 2021 : 43 et 35), soit 65 ETP (équivalent temps plein) (en 2021 : 64).

Cet effectif était affecté sur :

- 53 emplois permanents dont 50 titulaires et 3 stagiaires (54 en 2021)
- 25 emplois contractuels (soit -1 par rapport à 2021) dont :
  - ✓ 2 agents en contrat aidé - parcours emplois compétences (4 au 1er janvier 2022)
  - ✓ 1 apprentie

Les caractéristiques essentielles affectées sur les emplois permanents peuvent se résumer comme suit :





2/ DUREE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Les services de la Communauté de communes fonctionnent sur une base de 1607 heures de travail par an. Une charte des temps de travail a été validée, visant à adapter au mieux les horaires et le temps de travail des agents aux besoins des usagers.

1072 heures supplémentaires et complémentaires rémunérées ont été effectuées pour nécessité de service dans les services suivants : administration générale (thermographie), école de musique, office de tourisme, déchets ménagers, déchèteries, portage de repas, médiathèque.

3/ DEPENSES DE PERSONNEL EN CHARGE

CHAPITRE 012	CA 2020	CA 2021	CA 2022
BUDGET PRINCIPAL	2 721 606,39 €	2 797 004,81 €	2 959 392,41 €
BUDGET ASSAINISSEMENT	247 234,18 €	220 489,35 €	229 212,37 €
- *RECETTES*	*887 298,70 €*	*960 655,27 €*	*1 040 965,75 €*
TOTAL	**2 081 541,87 €**	**2 056 838,89 €**	**2 147 639,03 €**

Différence 2022-2021 = 90 800.14

Les dépenses de personnel sur la période 2022 sont conformes aux prévisions et ont été impactées par :

- L'impact des mesures catégorielles statutaires (P.P.C.R.)
- L'augmentation du point d'indice et du salaire minimum de croissance
- L'impact des mesures individuelles (GVT) : avancements d'échelons, nominations suite à la réussite aux concours, titularisations, avancements de grade
- Les décisions prises en matière d'amélioration des carrières individuelles et de renforcement des effectifs (dont la mise en œuvre d'une franchise sur le régime indemnitaire en cas d'absentéisme)
- La participation à la prise en charge de la prévoyance des agents
- L'impact des flux d'entrée et sortie sur la masse salariale

4/ ORIENTATIONS 2023

La communauté de communes répond aux besoins en effectifs pour réaliser et mettre en œuvre le projet de territoire décidé par les élus.

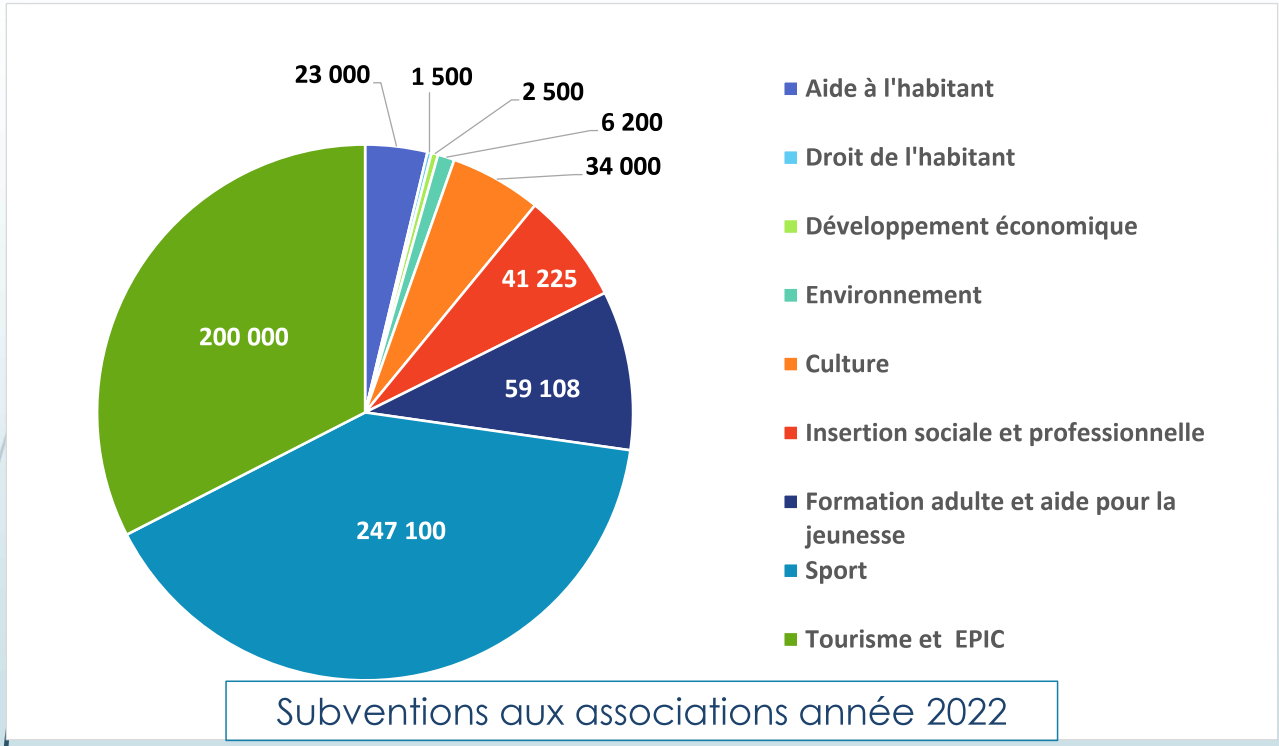
L'objectif sera de développer et consolider ces projets sur la durée du mandat.

En termes de prospective pour l'année 2023, la communauté de communes devra prendre en compte :

- La mise en application de certaines actions inscrites dans les lignes directrices de gestion: intégrer le futur dispositif de protection sociale complémentaire (participation mutuelle) au plus tard en 2026
- La mise en œuvre de mesures gouvernementales : relèvement du minimum de traitement de la fonction publique ainsi que du salaire minimum de croissance (Smic)
- L'évolution du GVT (glissement vieillesse technicité)
- Les créations de poste sur certains projets : un chef d'équipe pour les déchèteries, un chargé de mission filière bocage pour développer la filière bois énergie (partagé avec le Syndicat Mixte du Bassin de la Dives et subventionné par la Région (FEADER), un médiateur Micro-folie
- La fin de la précarité pour quatre agents, par la transformation de deux postes d'emplois aidés en stagiairisation et la fin de deux CDD en stagiairisation

La maîtrise de la masse salariale résulte d'une adaptation des postes aux politiques mises en œuvre. Cette adaptation se traduit soit par des créations de poste lorsqu'il s'agit de nouvelles compétences, soit de modification des fiches de poste pour suivre l'évolution des métiers. Les remplacements ou les heures supplémentaires sont uniquement réalisés pour assurer la continuité du service public.

2 - Subventions aux organismes



Subventions aux associations année 2022

➢ En 2022 , la CDC a versé la somme de 614 633 € pour soutenir les organismes dans les domaines développés ci-dessus. La même enveloppe budgétaire est prévue en 2023.

3- Autres dépenses à prévoir en 2023

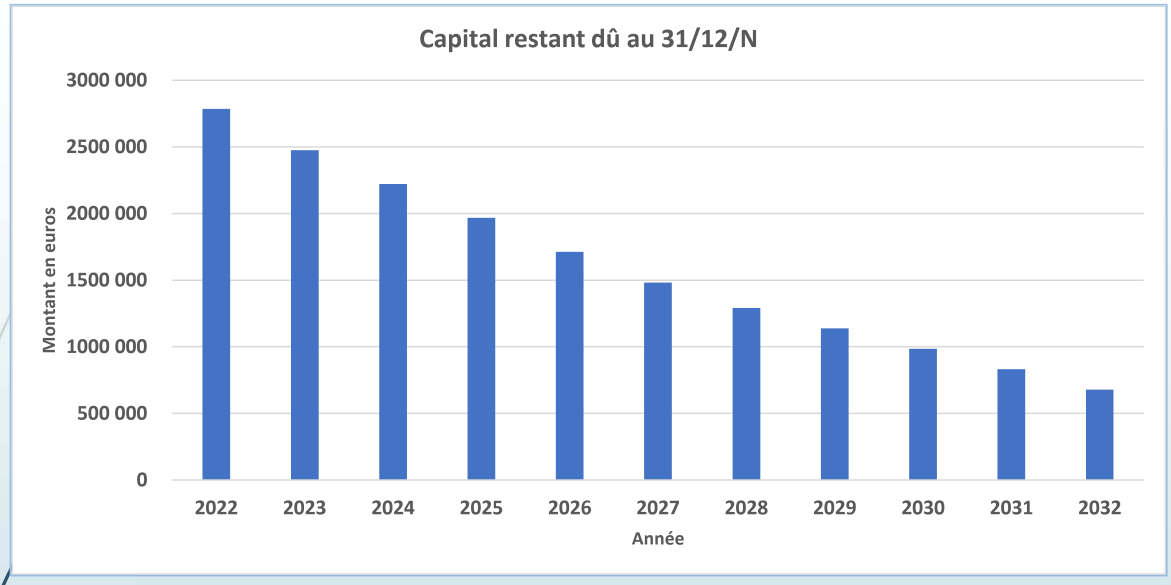
Nouveautés dans la section de fonctionnement en 2023 (hors personnel) par rapport à 2022		
Compétences exercées	**Dépenses**	
Tous sites confondues :	+	-
Augmentation des factures d'énergie	22 000	
Evaluation inflation sur tous les articles	150 000	
Cadre de vie		
Etude 3-11 ans		17 000
Développement économique		
Observatoire commerce		23 000
Divers		
DSP centre aquatique soutien énergie	200 000	
Mobilité		
Gestion autopartage	3 000	
Tourisme		
Délégation service public Mémorial	30 000	
Etude mémorielle		26 000
Total	**405 000**	**66 000**

- Le budget principal devra supporter une charge supplémentaire estimée à 339 k € en 2023

c/ La section d'INVESTISSEMENT

1- Situation des emprunts de tous les budgets

A- la dette du budget principal



Au 31/12/22 :

- capital restant dû : 2 784 894 €
- capital remboursé en 2022 : 513 683 €
- en-cours de la dette par habitant : 100 €
- capacité de désendettement de 3 années

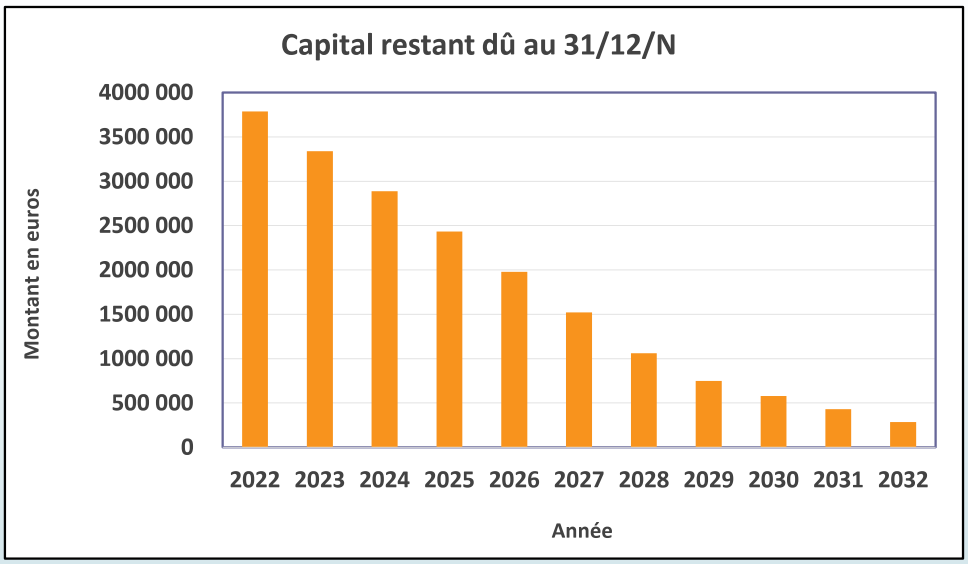
➢ Répartition par prêteurs:

Caisse Epargne : 37 %
La Banque Postale : 34 %
Crédit Agricole : 17 %
Autres : 12 %

B - la dette des budgets de l'activité économique

Au 31/12/22 :

- capital restant dû : 3 787 628 €
- capital remboursé en 2022 : 547 613 €



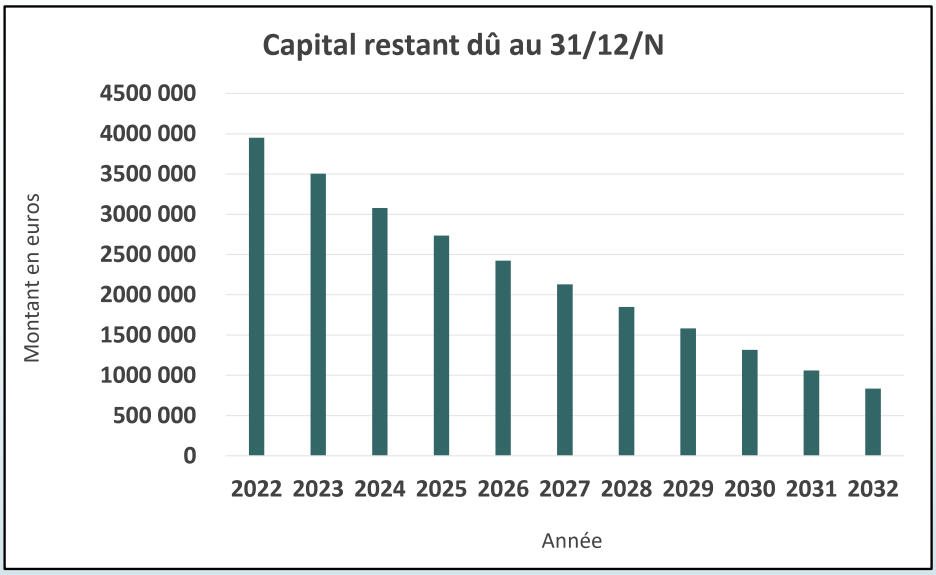
- Répartition par prêteurs:
  Crédit Agricole : 63 %
  Caisse d'Epargne : 37%

- Sur ces budgets, l'encours de la dette fluctue en fonction des cessions immobilières. En face le stock dette, la CDC dispose d'actifs (terrains, bâtiments)

c- la dette du budget assainissement

Au 31/12/22 :

- capital restant dû : 3 950 662 €
- capital remboursé en 2022 : 479 495 €
- en-cours de la dette par habitant : 143 €
- capacité de désendettement de 4 années



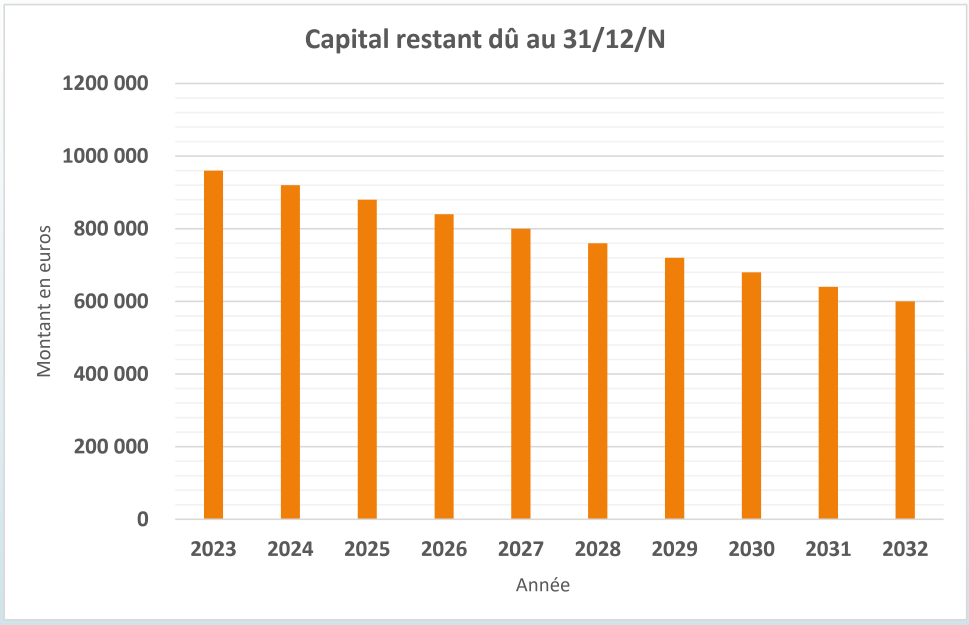
Répartition par prêteurs:

Agence de l'Eau : 24 % Caisse d'Epargne : 49 %
Crédit Agricole : 9 % Caisse des Dépôts : 10 %
Crédit Foncier : 4 % Dexia : 4 %

d- la dette du budget « Economie Sociale et Solidaire »

Au 31/12/22 :

- capital restant dû : 1 000 000€
- capital remboursé en 2022 : 0 €



Répartition par prêteurs:
Banque des Territoires : 100 %

- Les loyers des locataires compenseront l'annuité de la dette

2- Programmation des investissements de la collectivité

Dans les tableaux que vous découvrirez figurent les investissements pluriannuels connus à ce jour.

A/ Programmation des investissements du budget principal – projets jusqu'en 2026

Libellé du projet	Dépenses d'investissement						Subventions d'investissement					Reste à charge de l'opération
	Montant global à l'origine en TTC	Avant 2022	2022 avec RAR	**2023**	2024	2025 et 2026	Avant 2022	2022 avec RAR	**2023**	2024	2025 à 2026	
ACCOMPAGNEMENT AUX COMMUNES												
Lutte contre les nuisibles	*22 000*	6 384		**5 000**	5 000	5 616						22 000
CADRE DE VIE												
Pôle de santé Potigny	*3 030 000*		1 176	**250 000**	2 000 000	778 824				420 000	700 000	1 910 000
Pôle de santé Morteaux (étude)	*30 000*			**30 000**								30 000
Etudes pré-opérationnel OPAH et immobilier	*95 430*	53 799	41 631					39 763				55 667
AAGV - local	*110 000*			**110 000**					**53 200**			56 800
AAGV - travaux cuisine	*24 003*	24 003						12 950				11 053
Soutien OPAH	*215 541*	45 641	29 900	**20 000**	40 000	80 000						215 541
RPE OUEST et CENTRE	*21 550*		17 550	**1 000**	1 000	2 000		16 950				4 600
RPE EST	*265 000*		51 495	**211 505**	1 000	1 000			**68 408**			196 592
CULTURE												
Etude médiathèque Falaise	*34 800*		34 800					16 000				18 800
Pôle culturel Potigny	*3 960 000*		915	**565 000**	2 000 000	1 394 085			**390 000**	1 000 000	1 229 000	1 341 000
Médiathèque Morteaux	*17 630*		17 630									17 630
Œuvre 1% artistique Morteaux	*16 000*	6 000	10 000					2 500				13 500
Mobiliers médiathèques et communication	*122 314*		82 314	**10 000**	10 000	20 000		35 047				87 267
Matériels informatiques des médiathèques	*42 781*		18 781	**9 000**	5 000	10 000		17 693				25 088
Microfolies	*47 500*			**47 500**					**15 813**			31 687
Centre chorégraphique	*55 000*			**55 000**								55 000
Instruments de musique	*52 462*		12 462	**10 000**	10 000	20 000						52 462
DIVERS												
Véhicules + vélos électriques	*84 326*		59 326	**10 000**	5 000	10 000						84 326
Visibilité des bâtiments + communication	*18 353*		5 353	**10 000**	1 000	2 000						18 353
Matériel infor. + mobilier	*130 478*		50 478	**20 000**	20 000	40 000		1 402				129 076
Siège social (site ex SATAM)	*2 700 000*			**100 000**	500 000	2 100 000					1 125 000	1 575 000
Rénovation siège social actuel	*600 000*					600 000						600 000
PPI bâtiments de la CDC	*145 883*		5 883	**50 000**	50 000	40 000						145 883
Solde DSIL FJT								143 958				-143 958

Libellé du projet	Dépenses d'investissement						Subventions d'investissement					Reste à charge de l'opération
	Montant global à l'origine en TTC	Avant 2022	2022 avec RAR	**2023**	2024	2025 et 2026	Avant 2022	2022 avec RAR	**2023**	2024	2025 à 2026	
PCAET												
Etude thermographie	*67 571*	42 900	24 671				14 300	8 224				45 047
Auto-partage et vélo-partage	*99 132*	59 132		10 000	10 000	20 000	7 331	39 052				52 749
PISCINE												
Réhabilitation bassin extérieur	*2 350 000*	102 006	2 117 330	**130 664**				975 000	**312 286**			1 062 714
PPI délégataire	*360 084*		274 321	**77 446**	8 317							360 084
PPI grosse réparation	*234 225*		34 225	**50 000**	50 000	100 000						234 225
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT												
Aux communes : dotation patrimoine et voirie	*1 060 000*	13 000	301 873	**265 127**	90 000	390 000						1 060 000
TOURISME - PROMOTION DU TERRITOIRE												
Menuiseries du Mémorial	*300 000*				300 000					120 000		180 000
Scénographie Mémorial	*20 000*			**20 000**								20 000
AMO et site internet OTPF	*48 851*	15 707	33 144					19 868				28 983
Signalétique et travaux - randonnée	*60 000*			**15 000**	15 000	30 000						60 000
Divers équipements manifestations	*29 902*		9 902	**5 000**	5 000	10 000		8 724				21 178
Réfection toiture OTPF	*22 455*		22 455									22 455
Mobilier OTPF	*20 032*		20 032									20 032
Etude schéma cyclable	*39 300*	23 760	15 540					9 825				29 475
URBANISME												
PLUIH (début en 2018)	*495 000*	170 442	104 755	**120 000**	74 803	25 000	160 880	21 936	**32 171**	58 703		221 310
PLUIH étude zones humides	*90 000*			**45 000**	45 000							90 000
Logiciel droit des sols	*34 622*	10 972	23 650					10 971				23 651
Documents d'urbanisme communaux	*40 302*		10 302	**10 000**	10 000	10 000						40 302
Autres												
Etude Barrage Pont d'Ouilly	*122 965*	35 708	67 258	**20 000**			47 880					75 085
Total	***17 335 493***	*609 454*	*3 499 152*	***2 282 242***	*5 256 120*	*5 688 525*	*230 391*	*1 379 863*	***871 878***	*1 598 703*	*3 054 000*	***10 200 658***

Synthèse des données et financement du PPI 2022-2026

Année	2022	2023	2024	2025	2026
Investissements	3 499 152	2 282 242	5 256 120	5 278 909	409 616
Subventions	1 379 863	871 878	1 598 703	2 649 146	404 854
Sous total	2 119 289	1 410 364	3 657 417	2 629 763	4 762
FCTVA	166 750	269 373	463 597	562 865	67 000
Emprunts	500 000	300 000	2 000 000	2 925 000	600 000
Reste à financer	1 452 539	840 992	1 193 820	-858 102	-662 238
En cumulé	**1 452 539**	**2 293 530**	**3 487 351**	**2 629 249**	**1 967 011**

- Le reste à charge des opérations développées dans les pages précédentes permet de mettre en évidence un solde d'autofinancement prévisionnel cumulé de 1 967 k € fin 2026

- Celui-ci inclut un montant de 1 529 K€ de FCTVA ainsi que la contraction de nouveaux emprunts pour 6 325 K€

- Les recettes issues des loyers des futurs locataires permettront de neutraliser l'annuité de la dette pour le pôle de santé et le siège social

b/ Programmation des investissements des budgets « développement économique »

		Dépenses				Subventions				Reste à charge de l'opération
Libellé du projet	Montant HT de	Rappel au 31/12/20	2021	2022	**2023**	Rappel au 31/12/20	2021	2022	**2023**	
Zones d'activités										
Travaux de voirie zones	503 012	264 157	160 301	78 554		95 155	64 845	40 000		303 012
Aménagement paysager et voie douce zone de Guibray	518 940				**518 940**				**405 552**	113 388
Extension zone Ariana	73 153			33 153	**40 000**					73 153
Extension zone Martinia	90 000				**90 000**					90 000
Extension zone Expansia	60 000				**60 000**					60 000
Création zone Pont d'Ouilly	90 000				**90 000**					90 000
Réserve foncière	20 000				**20 000**					20 000
Ateliers relais										
Drive	110 000				**110 000**				**70 000**	40 000
3 ateliers-relais zone Martinia	834 357	30 750	665 456	138 151			60 354	207 887		566 116
SATAM	20 000				**20 000**					20 000
Total	2 319 461	294 907	825 757	249 858	**948 940**	95 155	125 199	247 887	**475 552**	1 375 668

- La volonté d'aménager les zones continue en inscrivant des études afin d'établir des plans de financement et répondre à des besoins spécifiques

C/ Programmation des investissements du budget « ESS (Economie Sociale et Solidaire)»

		Dépenses d'investissement					Subventions			Reste à charge de l'opération
Libellé du projet	Montant HT de l'opération	Rappel au 31/12/20	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	
Pôle Economie Sociale et Solidaire	2 100 000	16 491	118 783	1 301 568	743 158	20 000	90 000	120 000	1 022 542	967 458

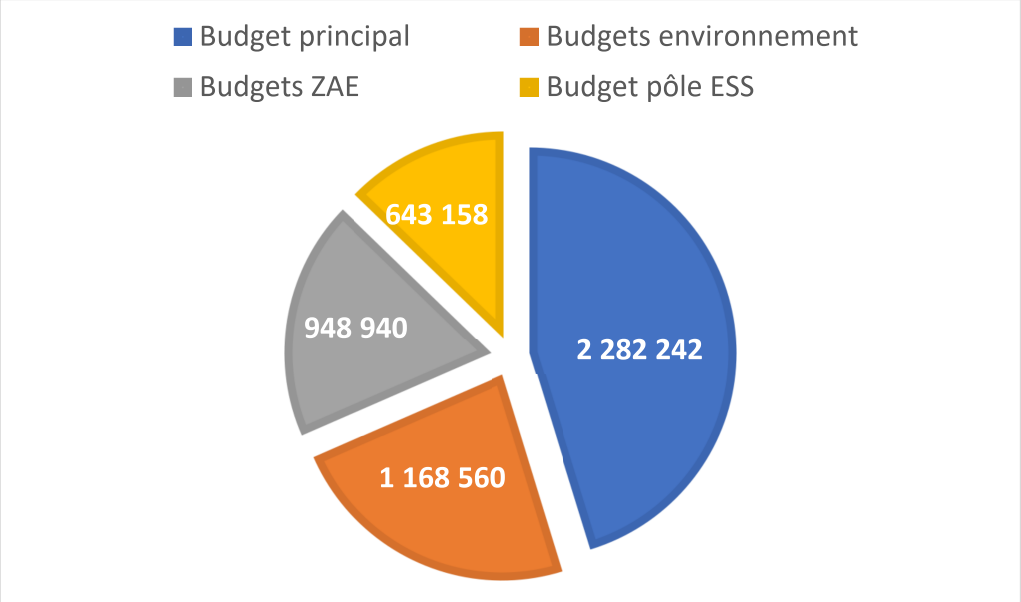
- Le reste à charge est compensé par un emprunt
- Les recettes issues des loyers des futurs locataires permettront de couvrir l'annuité de la dette

d/ Programmation des investissements des budgets « environnement »

		Dépenses					Subventions					
LIBELLE DU PROJET	Montant HT de l'opération	Avant 2022	2022 avec RAR	**2023**	2024	2025 et 2026	Avant 2022	2022 avec RAR	**2023**	2024	2025 et 2026	Reste à charge de l'opération
Assainissement												
Réseau secteur pôle ESS Falaise	74 366		74 366					24 755				49 611
Etudes extension réseaux	37 320		37 320									37 320
Amélioration réseaux	1 539 750		139 750	**350 000**	350 000	700 000		60 191	**100 000**	100 000	200 000	1 079 559
Travaux STEP	435 357		35 357	**100 000**	100 000	200 000						435 357
Matériel de transport	25 000			**25 000**								25 000
Schéma directeur Falaise	171 964	111 471	58 933	**1 560**			37 326	100 245				34 393
Sous-total	2 283 757	111 471	345 726	**476 560**	450 000	900 000	37 326	185 191	**100 000**	100 000	200 000	1 661 240
Déchets ménagers												
Terrain pôle environnemental	257 020		257 020									257 020
Création pôle environnemental	3 700 000	689		**378 000**	3 271 311	50 000						3 700 000
Travaux dechetteries	166 118		31 118	**105 000**	10 000	20 000						166 118
Matériaux pour recyclage et tri	599 719		93 719	**206 000**	100 000	200 000						599 719
Matériel de bureau, informatique et mobilier	12 000			**3 000**	3 000	6 000						12 000
Tri à la source des biodéchets	487 500				170 000	317 500						487 500
Sous-total	5 222 357	689	381 857	**692 000**	3 554 311	593 500	0	0	**0**	0	0	5 222 357
Total	7 506 114	112 160	727 583	**1 168 560**	4 004 311	1 493 500	37 326	185 191	**100 000**	100 000	200 000	6 883 597

- Des investissements à hauteur de 1 168 k € sont à prévoir sur ces budgets en 2023
- Le reste à charge de ces opérations sera compensé par le recours à l'emprunt notamment pour le pôle environnemental et par la TEOM.

Synthèse de la programmation des investissements – 2023



➢ C'est sur le budget « principal » qu'il y aura le plus d'investissements en 2023 avec une répartition à hauteur de 45 %, suivi par les budgets « environnement » à 23 %, puis 19 % pour les budgets « ZAE » et 13 % pour l'ESS

3 / Evolutions prévisionnelles du budget principal

Evolution du budget principal jusqu'en 2026

- Compte tenu des éléments connus à ce jour et présentés précédemment, vous trouverez ci-dessous une projection de l'évolution financière du budget principal jusqu'en 2026

	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023	Prévisionnel 2024	Prévisionnel 2025	Prévisionnel 2026
Section d'investissement sans report					
Total section recettes d'investissement	3 899 252	2 557 087	5 285 435	7 348 285	2 266 913
Dotations, fonds divers et réserves	667 341	272 000	465 000	502 000	132 000
Subventions d'investissement reçues	1 646 788	951 732	1 678 557	2 808 854	404 854
Emprunts et dettes assimilés	501 590	301 500	2 001 500	2 926 500	601 500
Opérations d'ordre transfert entre sections	822 678	1 031 855	1 140 378	1 110 931	1 128 559
Total section dépenses d'investissement	4 461 944	3 089 389	6 054 267	6 218 556	1 413 763
Emprunts et dettes assimilés	514 463	330 500	336 500	420 000	469 500
Immobilisations incorporelles	495 144	652 500	154 803	25 000	20 000
Subventions d'équipements versées	348 741	340 127	130 000	240 000	230 000
Immobilisations corporelles	602 339	322 446	496 317	159 000	159 616
Immobilisations en-cours	2 030 995	967 169	4 500 000	4 872 909	0
Opérations d'ordre transfert entre sections	320 641	476 647	436 647	501 647	534 647
Solde de la section d'investissement	**-562 692**	**-532 302**	**-768 832**	**1 129 729**	**853 150**

➢ Dans cette projection sont inclus tous les investissements développés dans le PPI avec les subventions, le FCTVA et les nouveaux emprunts à contracter

	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023	Prévisionnel 2024	Prévisionnel 2025	Prévisionnel 2026
Section de fonctionnement sans report					
Total section recettes de fonctionnement	9 828 208	10 076 497	10 008 719	10 190 119	10 535 766
Atténuations de charges	51 075	57 715	60 601	63 631	66 812
Produit des services, domaine et ventes diverses	896 318	985 620	1 019 410	1 059 861	1 102 220
Impôts et taxes	6 064 214	6 410 533	6 501 328	6 574 248	6 669 355
Dotations, subventions et participations	2 185 946	2 008 750	1 933 000	1 933 000	1 923 000
Autres produits de gestion courante	192 652	24 732	24 732	24 732	206 732
Produits financiers	29 694	30 000	30 000	30 000	30 000
Produits exceptionnels	6 249	2 500	3 000	3 000	3 000
Opérations d'ordre transfert entre sections	320 641	476 647	436 647	501 647	534 647
Total section dépenses de fonctionnement	9 459 679	10 038 085	10 331 288	10 419 746	10 557 027
Charges à caractère général	1 969 829	2 314 433	2 255 422	2 129 617	2 010 246
Charges de personnel et frais assimilés	2 965 139	3 350 608	3 518 138	3 694 045	3 878 747
Atténuations de produits	1 814 070	1 613 637	1 614 137	1 614 137	1 614 637
Autres charges de gestion courante	1 686 738	1 660 152	1 675 663	1 645 816	1 656 088
Charges financières	41 518	60 900	120 550	218 200	261 750
Charges exceptionnelles	34 468	3 500	4 000	4 000	4 000
Provisions pour risques et charges	125 240	3 000	3 000	3 000	3 000
Dépenses imprévues	0	0	0	0	0
Opérations d'ordre transfert entre sections	822 678	1 031 855	1 140 378	1 110 931	1 128 559
Solde de la section de fonctionnement	**368 529**	**38 412**	**-322 570**	**-229 627**	**-21 261**

Résultats prévisionnels

	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023	Prévisionnel 2024	Prévisionnel 2025	Prévisionnel 2026
Total du solde des deux sections	-194 163	-493 890	-1 091 402	900 101	831 889
Résultat reporté N-1 (inv + fonct)	1 720 504	1 526 341	1 032 451	-58 951	841 150
Solde avec le résultat reporté	**1 526 341**	**1 032 451**	**-58 951**	**841 150**	**1 673 039**

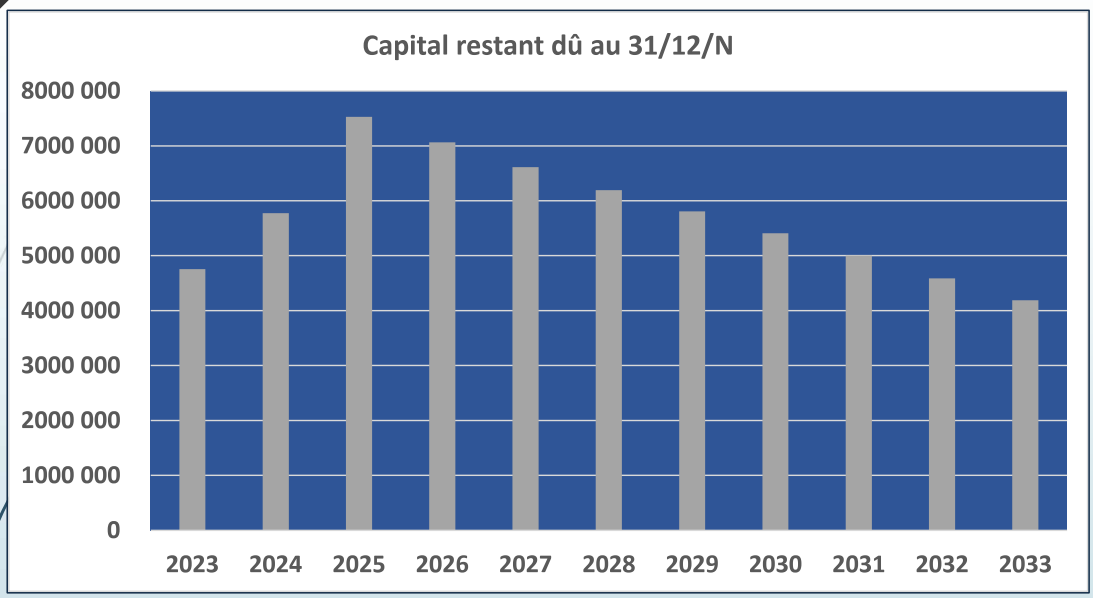
- Le résultat prévisionnel au 31/12/22 serait de 1 526 k€ pour atterrir à 1 673k€ fin 2026.
- Ces résultats restent satisfaisants compte-tenu du rythme des investissements prévus et de la volonté des élus de maintenir un niveau d'activités pour les entreprises
- La progression de la fiscalité et le maintien des dotations permettront un atterrissage correct pour la prochaine mandature lui laissant des capacités financières pour développer ses projets.

Les équilibres financiers par année

Indicateurs de gestion sur la période					
Année	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
Recettes de gestion (hors 76 et 77) :	9 390 206	9 487 350	9 539 072	9 655 472	9 968 119
Atténuations de charges	51 075	57 715	60 601	63 631	66 812
Produits des services, domaine et ventes	896 318	985 620	1 019 410	1 059 861	1 102 220
Impôts et taxes	6 064 214	6 410 533	6 501 328	6 574 248	6 669 355
Dotations, subventions et participations	2 185 946	2 008 750	1 933 000	1 933 000	1 923 000
Autres produits de gestion courante	192 652	24 732	24 732	24 732	206 732
Dépenses de gestion (hors 66 et 67)	8 435 776	8 938 830	9 063 360	9 083 615	9 159 719
Charges à caractère général	1 969 829	2 314 433	2 255 422	2 129 617	2 010 246
Dépenses de personnel	2 965 139	3 350 608	3 518 138	3 694 045	3 878 747
Atténuations de produits	1 814 070	1 613 637	1 614 137	1 614 137	1 614 637
Autres charges de gestion courante	1 686 738	1 660 152	1 675 663	1 645 816	1 656 088
Epargne de gestion	**954 431**	**548 520**	**475 711**	**571 856**	**808 401**
Frais financiers	11 824	30 900	90 550	188 200	231 750
Opérations exceptionnelles	-28 219	-1 000	-1 000	-1 000	-1 000
Epargne brute (CAF comptable)	**970 826**	**518 620**	**386 161**	**384 656**	**577 651**
Capital remboursé de la dette	513 683	329 000	335 000	418 500	468 000
Epargne nette (CAF nette)	**457 144**	**189 620**	**51 161**	**-33 844**	**109 651**

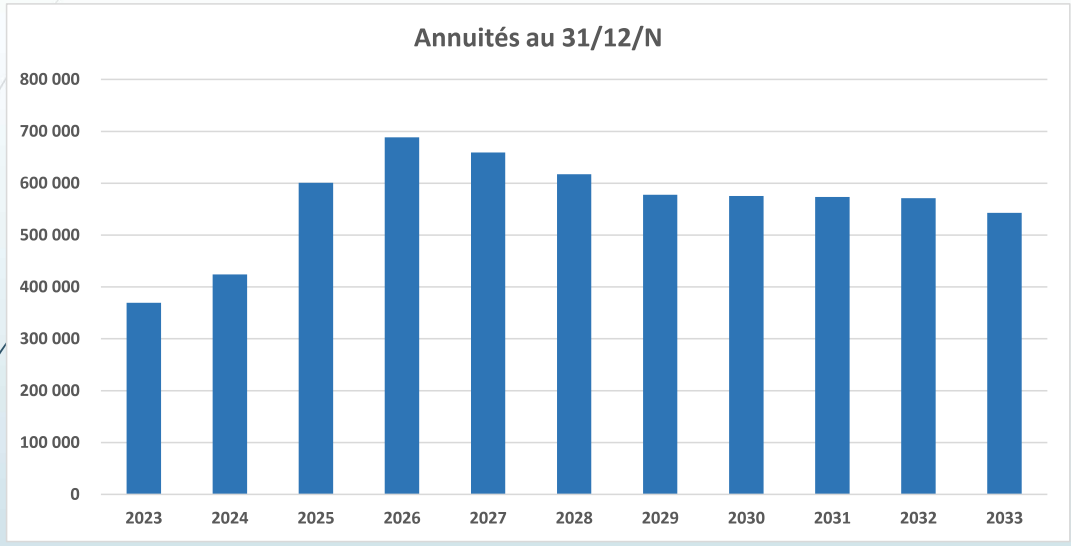
- Les indicateurs de gestion montrent la progression des recettes issues de l'augmentation de la fiscalité et une légère baisse des dotations. L'épargne serait de 954 k € fin 2022 et 808 k € en 2026, L'épargne nette resterait positive passant de 457 k€ en 2022 à 110 k€ fin 2026, en incluant les nouveaux emprunts.

✓ Evolution de la dette du budget principal de 2023 à 2033 avec les nouveaux emprunts (+ 5,8 millions d'euros)



Evolution de la dette					
Année	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
Projet d'investissements	Bassin extérieur	Bassin extérieur	Pôle de Santé	Pôle culturel Potigny et SATAM	Rénovation siège social
Emprunts nouveaux	500 000	300 000	2 000 000	2 925 000	600 000
Encours de la dette au 31/12/N	**2 784 894**	**2 755 894**	**4 420 894**	**6 927 394**	**7 059 394**
Capacité de désendettement	**3**	**3**	**5**	**7**	**7**

✓ Evolution de l'annuité des emprunts du budget principal de 2023 à 2033 avec les nouveaux emprunts



➢ Avec les emprunts supplémentaires l'annuité en 2023 s'élèverait à 370 k €, pour atteindre 543 k€ en 2033 dont 194 k€ remboursés par les loyers.

➢ Elle resterait à une moyenne de 564 k€ sur la période